



Sur l'utilisation de la finance mixte

Extrait de Susan Spronk

 **ACTIVER LE CHANGEMENT**

Voir la vidéo en entier, disponible en anglais,
*“Innovative Financing for International
Development Panel”*

youtube.com/ACGCNow



Susan Spronk, cofondatrice du Projet de financement mixte, souligne quelques mises en garde concernant l'utilisation du financement mixte pour le développement durable

Christina

Alors, je souhaite enfin la bienvenue à Susan Spronk. Susan enseigne à l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa. Elle est co-fondatrice du Projet de financement mixte, une coalition d'organisations de la société civile de syndicats et d'universitaires engagés qui

souhaitent fournir aux Canadiens un portrait plus complet du financement mixte et de l'aide publique au développement du Canada ou APD.

Vous pouvez peut-être d'abord expliquer brièvement ce qu'est un modèle de financement mixte, et quels sont les points forts d'un modèle de financement mixte, vers où ça s'en va, et ce à quoi nous devrions faire attention alors que nous allons de l'avant avec tous ces modèles de financement dont nous avons entendu parler aujourd'hui.

Susan Spronk (0:46)

Donc je pense qu'une partie de ce que je vais dire est vraiment lié au portrait global du financement mixte et où est-ce que cela se situe dans un cadre plus large. Et je vais aussi mentionner quelques mises en garde et préoccupations, tout en reconnaissant que nous avons entendu beaucoup choses de nos autres panélistes à propos de certaines possibilités passionnantes qui existent aussi dans certains secteurs. Et donc je pense que l'une des questions que nous pouvons poser, c'est est-ce que ce type d'outil est approprié pour tous les secteurs ? Et je dirais que non.

Et avant de commencer, j'aimerais également souligner que j'ai l'impression que le financement mixte, et toute l'excitation qui existe autour du financement mixte, me rappelle l'excitation autour de la microfinance qui, dans les années 1990, évidemment, a aussi attiré beaucoup d'attention, notamment avec la Grameen Bank qui a gagné le prix Nobel. Mais après 30 ans de pratique, nous avons vu que oui, la microfinance est un instrument très approprié à une certaine échelle, et qu'elle peut faire beaucoup pour les gens dans les communautés à faible revenu. Mais cela s'est aussi transformé en quelque chose qui piège les gens dans la dette. Et donc je pense que nous allons faire face à des questions similaires. Donc je souhaite poser ces questions maintenant sur la direction que nous sommes en train de prendre. Parce que le Canada est un joueur un peu en retard dans ce jeu, et je pense que Cam l'a reconnu lorsqu'elle a noté que c'est en 2017 environ que le Canada a vraiment commencé à parler de financement mixte, à créer de nouveaux instruments pour commencer à promouvoir le financement mixte, y compris FinDev, qui est basé à Montréal et sous les auspices d'Exportation et développement Canada. Donc ce n'est pas, vous savez, une composante formelle de l'APD, mais le Canada a participé à plusieurs initiatives de financement mixte au niveau mondial.

Donc une des questions à laquelle on m'a demandé de répondre, c'est qui sont les acteurs du financement mixte ? Et oui, il y a certaines ONG impliquées, des ONG canadiennes sont également impliquées. Le Fonds mondial pour la nature (WWF) en est une, ainsi que Children's Villages, certaines parmi les plus grandes ONG. Mais je pense que l'une des questions que vous avez déjà mentionnées, Christina, concerne ce que cela va signifier pour les petites ONG. Et est-ce que c'est le type d'instrument auquel d'autres organisations plus petites seront en mesure d'accéder ?

Ainsi, les gros joueurs du financement mixte sont les grandes firmes d'investissement au niveau mondial, les entreprises transnationales, comme BlackRock, Vanguard et State Streets. Il y a aussi quelques institutions de financement du développement, comme la Banque néerlandaise de financement du développement des entreprises. Et la Banque mondiale a vraiment poussé ce programme à travers son initiative « Maximiser le financement pour le développement », des milliards aux milliers de milliards déjà mentionnés. En termes de ce qu'est le financement mixte, je pense que cela a été défini à quelques reprises, c'est-à-dire l'utilisation de l'argent public, donc l'argent des contribuables, afin de mettre à profit cet argent en réduisant les risques des investissements des acteurs privés.

Il y a donc certainement des points forts, et il n'y a aucun doute... et ici je vais m'inspirer du travail d'Oxfam. Oxfam a fait beaucoup de travail sur les questions de financement mixte et a posé des questions sur ce que nous devons avoir en place pour être sûr que cet investissement ou ce mécanisme pour la fourniture de l'APD peut réellement fournir les résultats de ne laisser personne derrière.

Et ils ont écrit un texte intitulé « La foi n'est pas suffisante », en 2019, soulignant que le secteur privé et la finance privée peuvent, dans le bon contexte et avec le bon cadre réglementaire, faire d'importantes contributions au développement durable et à la réduction des inégalités, y compris les inégalités de genre, en stimulant les emplois décents et les moyens de subsistance, en catalysant l'innovation et en payant des impôts qui permettent aux États de fournir des services publics essentiels.

Je vais donc attirer l'attention sur certaines choses qui manquent actuellement, selon nous, et je sais nous allons continuer d'apprendre dans ce processus. Ça ne fait que cinq ans que le Canada a officiellement commencé à étiqueter ces instruments comme tels.

Je vais donc parler sur du bilan du financement mixte parce que cet instrument a été utilisé en Europe pendant plus d'une décennie maintenant, et il a été suivi en particulier par le Réseau européen sur la dette et le développement (EURODAD), et ils ont publié un certain nombre de documents qui soulèvent des questions essentielles sur la direction dans laquelle on se dirige avec l'utilisation de cet instrument, ainsi que des mises en garde. Et ils font également des propositions de réformes que nous devrions mettre en place pour que cet instrument soit en mesure de remplir effectivement ses promesses.

Ainsi, quand on examine ça de plus près, les résultats du financement mixte ont été plutôt décevants jusqu'à présent. Et oui, le financement mixte n'est malheureusement pas un instrument qui est facile à utiliser dans les pays à faible revenu, selon les données de l'OCDE. À partir de 2020, par exemple, je pense que c'est environ 77 % qui est allé à des pays à revenu intermédiaire, et seulement environ 7 % aux pays les moins développés.

Donc on peut voir qu'il y a... parce qu'il s'agit de faire du profit, il y a une contradiction à surmonter, qui est comment faire en sorte que les pauvres puissent être financés ? Et ça, c'est quelque chose qui est très difficile à résoudre. Aussi, la plus grande partie de l'argent dans la combinaison utilisant ces instruments du secteur privé va aux services bancaires et financiers, à l'énergie et à l'industrie, et seulement 2 % va à l'eau et à l'assainissement, qui est quelque chose que j'ai passé ma carrière étudier. Et cela pose la question des services de base pour l'égalité sociale, tels que la santé et l'éducation, et même l'agriculture, où nous avons vu la société civile s'opposer à l'utilisation de ces instruments au cours des dernières années.

Donc, deuxièmement, le financement privé est plus cher que le financement public. Les banques qui fournissent le financement prêtent au secteur privé aux plus hauts taux d'intérêt parce que les entreprises pourraient ne pas être en mesure de garantir des retours à long terme sur les investissements, et ensuite faire face des risques considérables. Le secteur public paie des taux d'intérêt plus bas sur les prêts parce qu'en raison de la sécurité de leur revenu fiscal, ils représentent un investissement moins risqué. Et en fait c'est pourquoi beaucoup soutiennent que le gouvernement est le mieux adapté au financement des initiatives de développement.

Une des choses que je pense est une grande préoccupation, c'est que les initiatives de financement mixte sont complexes et qu'il est difficile d'en assurer le suivi. Et une partie de la littérature académique qui est

en train d'émerger sur le financement mixte, et aussi de la littérature grisées organisations internationales, met le doigt sur ces lacunes du système de réglementation international en ce moment, où au mieux ce que nous avons ce sont des principes volontaires et non des principes qui peuvent être appliqués par un tribunal d'Eloi. Donc, il y a des problèmes en termes de transparence et de reddition de compte.

Aussi, comme je l'ai déjà mentionné, je pense qu'il y a des problèmes liés au fait que désinvestissements publics dans la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement sont requis de façon urgente, mais qu'il est difficile de fournir ces services en réalisant des profits, en particulier dans les communautés pauvres. Et aussi, dans un document de politique rédigé par quelqu'un nommé Polymyth, le cinquième problème ou mise en garde que nous devons surmonter, je pense, c'est qu'il est difficile d'utiliser cet outil pour promouvoir l'égalité des genres. Je pense qu'il y a un rôle à jouer dans la promotion des entreprises dirigées par des femmes, des petites et moyennes entreprises. Mais un examen de récentes initiatives de financement mixte révèle que 75 % ne démontrent aucune conscience des enjeux de genre. Donc, encore une fois, il y a des lacunes dans ce secteur à l'heure actuelle en termes d'aller de l'avant avec certaines de ces réformes qui doivent être mises en œuvre, je pense.

Et enfin, le financement mixte est censé créer de l'additionnalité. C'est l'idée de base, que quand le secteur privé fait ces choses, cela crée de l'espace pour que les budgets publics puissent s'attaquer à d'autres enjeux, et que cela créera donc des bénéfices supplémentaires. Bien sûr, il n'y a pas de définition universellement convenue de ce que ces choses signifient. Ce n'est pas censé écarter les investisseurs du secteur privé, mais il y a un risque élevé d'« impact washing », c'est-à-dire que les partenaires prétendent produire des bénéfices positifs même si ce n'est pas le cas. Ou que l'impact aurait été atteint de toutes façons. Et donc je pense que nous devons poser des questions sur la direction dans laquelle nous nous dirigeons ici.

Et je terminerai avec ce que je pense que les mises en garde sont, ce que nous devons faire, et je pense qu'il y a deux choses. L'une est que je pense que nous avons besoin de mesures pour accroître la transparence et la reddition de compte de ces initiatives. Et l'un des ensembles de principes couramment cités sont les principes de Kampala, qui ont été créés par l'OCDE pour voir comment nous pouvons bien utiliser ces instruments. Et ensuite, et je pense que cela doit toujours faire partie de la conversation, j'ai d'autres questions sur est-ce vraiment un instrument approprié si nous sommes préoccupés par les plus pauvres des pays à faible revenu, des pays les moins développés ? Je pense donc que nous devons toujours garder en tête d'autres alternatives, comme l'appui budgétaire, la réforme fiscale et l'allègement de la dette, qui doivent toujours faire partie de cette conversation sur le financement du développement et les alternatives.

Merci.

Cette vidéo fait partie de la série de formations Renforcer l'équité : la mobilisation des ressources pour l'impact.

La série est disponible en ligne via la bibliothèque de ressources d'Activer le changement. Cette série a été rendue possible grâce à la collaboration de JNC Consulting et de Change the Game Academy.

